

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2024_142

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande, en date du 07 mai 2024, de l'entreprise SYLATECH, 201 avenue Francis de Pressense, 69200 VENISSIEUX, représentée par Monsieur Emre AYHAN, concernant des travaux de réparation du réseau télécom et mise en place de la fibre optique pour le compte d'Isère Fibre, entre le N°19 avenue du Docteur Carrier et l'intersection Avenue du Docteur Carrier / Rue Ampère à compter du 13 mai 2024,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Route,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre de réaliser les travaux Avenue du Docteur Carrier, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 - Autorisation : Du 13 mai au 11 juin 2024 inclus, le bénéficiaire est autorisé à effectuer des travaux comme énoncé dans sa demande entre le N°19 avenue du Docteur Carrier et l'intersection Avenue du Docteur Carrier / Rue Ampère, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 – Réglementation : La circulation et le stationnement au droit des N°19 et 17 avenue du Docteur Carrier sont réglementés comme suit, du 13 mai au 11 juin 2024 inclus, selon les besoins du chantier :

- La circulation est régulée en alternat par des hommes fanions.
- La vitesse dans l'emprise et à proximité du chantier est limitée à 30 km/h.
- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours est maintenu.
- La circulation des piétons se fait si nécessaire sur le trottoir opposé.
- L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que ceux de l'entreprise sont interdits dans l'enceinte du chantier.

Article 3 - Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier est mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle est conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente est adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 10 mai 2024,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

Le Responsable Bâtiments,
Jonathan ROGNIN

